

3 - le virage néo-libérale des années 1980-1990 et la démocratie déstabilisée

Dans les années 1980-90, le capitalisme internationalisé se réorganise pour **reconstituer ses marges** et pouvoir **distribuer plus de dividendes aux actionnaires. (propriétaires)** . Pour cela, il va devoir diminuer la part de la valeur-ajoutée qui revient aux travailleurs et s'approprier les secteurs de l'économie socialisée à la libération sur lesquels il ne fait pas de profit.

C'est une remise en cause complète du contrat social d'après-guerre et du compromis entre capitalisme et démocratie.

Elle interroge également la démocratie, car aucune instance démocratique n'a été consulté pour valider ce choix.

Comment ils vont-il y procéder

La mondialisation

Pour diminuer la part de la valeur produite qui revient aux travailleurs, les propriétaires de capitaux vont mettre en **concurrence** les travailleurs **sur un marché mondialisé**. Les entreprises vont s'installées sur les territoires où il n'y a pas de protection sociale et de droit du travail, et désertent les territoires où les salariés organisés ont acquis des **droits** et disposent de **protections sociales**.

Pour permettre aux **capitaux de circuler librement dans le monde** et *s'investir à l'endroit où le profit est le plus intéressant* pour eux, les États-Unis de Reagan, l'Angleterre de Thatcher¹, la Banque Mondiale, le FMI, rejoint par l'Union Européenne, vont convenir d'un nouveau cadre international. C'est ce qu'on a appelé le **Consensus de Washington**. Le néo-libéralisme devient la référence pour conduire l'économie mondiale.

Dans cette approche socio-économique, ce n'est plus, comme en 1945, au **Politique** de penser et d'organiser le contrat social en fonction d'une *vision de l'intérêt général*. (Keynes), ce n'est plus à l'État social, d'assurer des **services publics**, d'anticiper les difficultés, de réguler l'économie, la monnaie...). C'est au **Marché** de réguler les rapports sociaux. La superstructure capitaliste demande aux États de ne pas perturber la libre concurrence. « libre et non faussée » du Marché mondial. La formule de Reagan « **L'État n'est pas la solution, l'État c'est le problème** »

1 « La société, c'est qui ? Ça n'existe pas ! Il y a des hommes et des femmes, il y a des familles, et aucun gouvernement ne peut faire quoi que ce soit, si ce n'est à travers les gens. » cité dans le Monde Diplomatique

et d'étendre ce marché à l'ensemble des relations économiques (santé, services, éducation...). L'Union Européenne adhère à ce *Consensus de Washington* et adopte la **Stratégie de Lisbonne** (signée en 2000, révisée en 2005)

Le rôle organisateur et redistributeur de l'État est progressivement remis en question.

L'**OMC** (Organisation Mondiale du Commerce), créée en janvier 1995, donne un cadre international au **Marché**. Des accords commerciaux² passés entre groupe d'États en fixent les modalités qui s'imposeront aux États. L'OMC et les accords commerciaux échappent aux valeurs humanistes et éthiques de l'ONU *Charte internationale des droits de l'homme*...

Ce n'est plus aux **élus** de convenir des conditions de travail, des conditions sanitaires ou des normes écologiques à respecter sur notre territoire. C'est le **marché** qui décidera de ce qui convient.

Si les gens achètent de la viande d'Argentine avec pesticides, antibiotiques activateurs de croissance dans les élevages, les États de L'Union Européenne n'ont pas à intervenir. Pire, si à l'avenir, une autre Europe venait à fixer de nouvelles règles plus écologiques ou protectrices de la santé, les entreprises de bétails pourront porter plainte, contre l'UE pour préjudices portés à l'entreprise, à l'ORD (Organe de Règlement des Différents³) pour qui le respect des droits humains n'entre pas en ligne de compte.

Ce n'est plus aux **citoyens** et **citoyennes, collectivement, de décider de la société** dans laquelle ils et elles veulent vivre, mais aux **consommateurs** et **consommatrices, individuellement de décider** s'ils **achètent** des produits pas chers, produits dans le tiers-monde par des travailleurs, voire des enfants, sous payés, s'ils achètent des produits agricoles qui ne respectent pas les mêmes normes sanitaires qu'en Europe : déforestation, OGM, etc. ou s'ils achètent les produits qui respectent les normes sanitaires et sociales françaises et européennes.

Cette mondialisation conduit à ce que des entreprises s'expatrient... des secteurs entiers de l'économie française (sidérurgie, textile....) entraînant un chômage de masse. Dans les années 80, l'émergence des « nouveaux pauvres ». Le débat est toujours très actuel :

- ArcelorMittal, un groupe sidérurgique mondial, dont le siège social est au Luxembourg, le patron un milliardaire Indien, pourquoi choisirait-il de réinvestir à Dunkerque⁴ ou en Lorraine ? D'où le débat faut-il nationaliser l'entreprise pour garder en France et en Europe de la sidérurgie.

2 CETA, l'accord de commerce UE-Canada, MERCOSUR UE et le Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay ...TAFTA.

3 ODC : Organe de Règlement des Différents : le tribunal international de l'OMC

4 Ex-Usinor à Dunkerque,

- MERCOSUR si l'accord est signé, la viande produite en France ne sera plus compétitive avec le bœuf argentin produit dans des fermes de 700 vaches, qui ne respectent pas les normes sanitaires et écologiques françaises et européennes.

Avec ce virage du capitalisme, le rapport de force entre les propriétaires du capital et les salariés change. Les luttes syndicales deviennent défensives, pour limiter les dégâts des licenciements.

- La deuxième manière d'augmenter les profits consiste à **mettre sur le marché, les secteurs de l'économie socialisée** après guerre.

- La **Protection Sociale** (dont les **Retraites** font partie), **doit s'inscrire dans les échanges marchands**. Le capitalisme veut se réapproprier les sommes colossales de la protection sociale (budget 2025 : **666 milliards d'€**, plus que le budget de l'État) qui **échappent au marché financier** et n'offrent aucune possibilité de faire du profit.

Ce n'est plus la **solidarité nationale** qui doit assurer la **sécurité** des citoyens ou leur **égalité** d'accès aux **services publics**. C'est les rapports marchands.

Et pour cela il faut détruire le système de **Protection Sociale** créé après-guerre.

Il faut créer de l'**insécurité sociale** pour que les citoyens s'assurent auprès de sociétés d'Assurance privée, se fassent soigner dans des **cliniques privées** (qui peuvent faire des profits)

- Ne pas penser collectivement les problèmes liés à la grande vieillesse (équipements publics) pour offrir au Marché privé les moyens de faire des profits sur le **3^e et 4^e ages**.

Faire disparaître les **Services Publics** : La Poste, la SNCF, EDF-GDF, pour que le Marché puisse s'en saisir. L'État progressivement sous-investi dans tous les services nationalisés mis en place pour répondre aux **besoins premiers de toute la population française** quelle que soit son lieu d'habitation, offrant des marchés à des entreprises privées qui pourront générer des profits.

Denis Kessler⁵, ancien vice président du Medef, dans **Adieu 1945**⁶ ! exprime clairement l'affrontement entre le programme du Conseil National de la Résistance mis en œuvre après-guerre et le programme néolibérale conduit par le gouvernement *Fillon*, sous Sarkozy.

⁵ Denis Kessler ancien vice président du Medef, administrateur au sein de BNP Paribas, Bolloré Investissement, Dassault Aviation... alors président du groupe SCOR une société de réassurance. (l'assurance pour les sociétés d'assurances)

⁶ dans **Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde** l'éditorial du journal « **Challenges** » en octobre 2007

« *Le modèle social français est le pur produit du **Conseil national de la Résistance**. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement [SarKozy] s'y emploie.*

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

*il y a une profonde unité à ce programme ambitieux (celui du gouvernement Fillon sous Sarkozy). La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. **Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !***

Après 40 ans de politique Néo-libéralisme, les grandes entreprises ont reconstitué des marges, et surtout les grandes fortunes mondiales ont explosé. La concentration du capital a permis à des familles (Bernard Arnaud, Vincent Bolloré en France, Bill Gates, Elon Musk, Warren Buffet au États-Unis) de voir augmenter leurs revenus.

Warren Buffet : *"Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner."*⁷

Cependant l'épidémie du CORONAVIRUS a fait voir les limites de la mondialisation (masque)

et surtout nos dirigeants, pour mettre en place ces choix politiques sont en difficultés, car, contrairement à la dictature du Chili de Pinochet, ils sont confrontés à des **élections régulières**.

Il y a contradiction entre les orientations néolibérales et la démocratie.

On y reviendra dans la prochaine chronique.

Illustration musicale : Bernard Lavillier : *travailler encore*

⁷ interview de CNN, le 25 mai 2005